





APPEL UNITAIRE CGT FSU SOLIDAIRES LE 1ER MAI 2013, MOBILISONS-NOUS CONTRE L'AUSTERITE, POUR L'EMPLOI, LES SERVICES PUBLICS ET LE PROGRES SOCIAL!

En Alsace, les entreprises ferment, le chômage explose avec plus de 10% de chômeurs, la précarité s'accroît, les services publics sont mis au pain sec. C'est le résultat de la politique d'austérité engagée depuis 2007 par SARKOZY et le MEDEF qui font payer la crise du capitalisme aux salariés.

En 2012, le monde du travail a contribué à l'élection de François HOLLANDE qui annonçait un « changement maintenant » et qui disait vouloir s'attaquer à la finance. Force est de constater, hélas, que le changement se fait attendre et pire, que l'austérité continue en même temps que les agressions contre le droit du travail se poursuivent notamment avec cet ANI « flexisécurité » qui nous veut du mal.

A l'échelle locale, le projet de Conseil Unique UMP-MEDEF soutenu par une grande majorité des élus partisans de l'austérité et de la compétition entre les hommes et les territoires dans le cadre de l'Europe libérale a été mis en échec par la mobilisation unitaire de la majorité du monde du travail. Cette victoire significative appelle d'autres mobilisations pour sortir de l'austérité mortifère et engager une alternative de progrès social et économique.

Le 1^{er} mai doit être l'occasion pour tous les salariés, les privés d'emploi, les jeunes et les retraités d'une mobilisation unitaire.

Pour sortir de la crise du capitalisme :

Augmentons d'abord les salaires. En France, le salaire minimum d'embauche d'un jeune sans diplôme doit être porté à 1700 euros. C'est à partir de ce salaire minimum que nous reconstruirons partout des grilles salariales. Ce sont les salaires qui alimentent les caisses de la protection sociale pour la santé, la retraite, l'assurance chômage. Partout en Europe et dans le monde il faut un salaire minimum pour empêcher le dumping social généralisé.

Développons l'emploi et Revitalisons les services publics. Nous refusons la mise en concurrence des sites, des salariés entre eux dans les différents pays. Tous les travailleurs et les entreprises en souffrent[®]! Les banques, les financiers doivent être contraints de diriger l'argent vers l'investissement productif créateur d'emploi. Nous exigeons des mesures immédiates pour arrêter de brader nos outils de production mais au contraire pour développer notre appareil productif, les services publics et permettre une reconquête industrielle. Des filières entières sont à recréer ou à créer, des centaines de milliers d'emplois sont en jeu.

Protégeons les salariés des aléas de la vie professionnelle et sociale. Notre syndicalisme a été créateur de notre sécurité sociale, de nos retraites par répartition, de l'assurance maladie, des allocations familiales, de l'assurance chômage. Non seulement nous les défendons mais nous proposons de les étendre. Partout en Europe et dans le monde, les travailleurs ont besoin de cette protection.

C'est à cette protection sociale qu'aspirent les travailleurs en Chine, au Bangladesh, en Amérique latine et dans tant de pays. C'est aussi à un droit du travail protecteur pour les salariés. Or c'est ce droit du travail dans lequel coupe à la hache l'accord interprofessionnel du 11 janvier et sa transposition dans la loi. Celle-ci protège les employeurs et flexibilise davantage les salariés. Un comble ! De flexibilité, du dumping social, des chantages patronaux il y en déjà trop. La CGT, la FSU et SOLIDAIRES proposent au contraire une sécurité sociale professionnelle qui redonne des droits aux salariés, permettrait la continuité du contrat de travail, une protection contre les aléas de la vie professionnelle.

Salariés, dans le monde entier nos intérêts sont communs!

LE PATRONAT DEFEND SES INTERETS	DEFENDONS NOS INTERETS DE SALARIES
Ils veulent nous mettre en concurrence	Opposons leur notre solidarité
Ils nous imposent l'austérité	Augmentons les salaires
Ils provoquent la récession	Créons une dynamique économique et sociale de progrès
Ils provoquent le chômage	Nous voulons travailler, produire, développer l'emploi
Ils bafouent les droits syndicaux et les libertés démocratiques	Imposons une extension des droits, des libertés et de la démocratie
Ils spéculent	Dirigeons l'argent vers l'investissement productif
Ils sécurisent les employeurs et flexibilisent les salariés	Sécurisons les salariés et responsabilisons les employeurs

1^{er} MAI 2013

MANIFESTATION 10h00 PLACE de la BOURSE à MULHOUSE

et APERO ENSUITE AU PARC SALVATOR